

Macron, la « souveraineté européenne » contre la souveraineté nationale...

... Ou comment sa politique vise à liquider la Nation au compte des intérêts financiers qu'il représente.

vendredi 8 mars 2019, par [Jacques COTTA](#)

Alors qu'il continue de battre les estrades au nom d'un « grand débat » d'enfumage qui n'a d'autre but que de démoraliser les Gilets jaunes et jouer l'usure d'un mouvement social qui pourtant touche la société dans une profondeur telle qu'il resurgira plus fort encore à la moindre occasion, Emmanuel Macron est mis en cause pour la manoeuvre qui consiste à saisir tous les moyens médiatiques pour sa propre promotion. C'est un fait indiscutable et c'est au compte d'arguments précis qui expriment le contenu de sa politique dans la perspective notamment de l'acte 2 d'enfumage que constitueront les élections européennes que le Président de la République continue son show.

Emmanuel Macron vise la destruction de la Nation. Dans sa déclaration concernant l'Europe, il prône la « souveraineté européenne » et ne dit mot de ce qui nous concerne, la souveraineté nationale. L'Europe, c'est à dire sa construction politique actuelle, l'Union Européenne, contre la Nation, contre la France, voilà son axe. Position aussi absurde que purement idéologique. Car si cela a un sens d'évoquer et de combattre pour la souveraineté nationale ou souveraineté populaire, car il existe un peuple français, l'absence d'un peuple européen fait de la « souveraineté européenne » un argument de poids pour démontrer sa haine de la Nation, mais en rien une perspective politique réalisable.

Ce qu'Emmanuel Macron ne dit pas, c'est que sa souveraineté européenne n'est que le terme qui cache le pouvoir exercé par des structures supranationales au compte du capital financier telles l'UE ou la BCE. Evidemment ce pouvoir trouve sur sa voie la résistance des Nations qu'il faut donc défaire.

Et pour défaire les Nations, la cible désignée par le capital financier est la production, les moyens de l'indépendance nationale, de la souveraineté. C'est ainsi qu'il faut comprendre notamment les vagues successives de fermetures qui sur tout le territoire national vise l'industrie française : l'aciérie d'Asocial à Saint-Saulve dans le Nord, l'usine de papier sécurisé de Jouy sur Morin en Seine et Marne, la fonderie du Poitou, l'usine Ford, GM&S, l'usine Luxfer à Gerzat dans le Puy de Dôme, PSA à Hérimoncourt dans le Doubs...

Outre la Nation elle-même qui est ainsi visée par la loi du profit et du moindre coût salarial possible, ce sont des centaines d'ouvriers et de cadres qui ne pourront sans doute plus finir le mois, se retrouvant sans emploi.

Dans ce domaine aussi Emmanuel Macron met des bouchées doubles, accélérant par ses positions le processus engagé par la mondialisation capitaliste. L'industrie française représentait encore il y a une dizaine d'années 22% du PIB national. Aujourd'hui elle est tombée à 11% environ alors qu'en Allemagne la part de l'industrie est de 20,3% du PIB.

Avec l'europhisme béat qui anime Macron -certes il n'est pas seul, mais à la différence d'autres il est à la tête de l'état- ce sont les moyens de la France de protéger son industrie que le capital et les instances supranationales, par la nationalisation notamment, par le contrôle des investissements, veulent anéantir. C'est donc notre indépendance nationale, les moyens de notre souveraineté, qui sont directement attaqués.

Avec l'industrie, la politique de Macron trouve aussi son illustration dans les privatisations tous azimuts, les derniers projets en date concernant l'ADP, une aubaine pour des investisseurs privés qui attendent peu pour faire la culbute, comme avec la revente de l'aéroport de Toulouse par exemple. Là encore, c'est

notre indépendance, notre souveraineté qui sont directement attaquées...

Le mouvement des Gilets jaunes a mis entre autre au coeur de ses revendications la question du pouvoir d'achat, de la réforme fiscale, des services publics, de la répartition des richesses... Avec une rapidité pour le moins surprenante, il est passé des « taxes » et du coup de l'énergie à toutes les questions qui nous concernent collectivement et qui mettent au centre le combat pour la souveraineté et la justice sociale. ADP est son affaire comme doit le redevenir le combat pour la nationalisation par exemple des autoroutes...

On comprend alors l'importance de la campagne qui est menée contre la privatisation d'ADP... Et l'importance des réactions enregistrées, notamment les signatures massives sur l'appel qui a été lancé pour s'opposer à cette privatisation...